



Services sociaux d'intérêt général

Le conseil des ministres 'emploi - affaires sociales' du 8 juin 2009 a adopté des conclusions concernant "les services sociaux d'intérêt général, un instrument d'inclusion active et de renforcement de la cohésion sociale et un gisement d'emplois". Après avoir rappelé, notamment, que l'accès universel à des services sociaux de qualité renforce la cohésion sociale, que leur fourniture demeure principalement une compétence locale et/ou régionale et que leur financement est le plus souvent public, qu'ils seront de plus en plus nécessaires dans le contexte de la crise économique actuelle, "que la sécurité juridique est importante pour ces services", il invite la Commission "à continuer de contribuer à la sécurité et la clarté juridiques en mettant régulièrement à jour les documents figurant dans sa liste des 'questions fréquemment posées' en ce qui concerne les règles applicables aux aides d'État et aux marchés publics ; à la lumière des questions adressées au service d'information interactif; à prendre les mesures voulues pour traiter les questions retenues par le sous-groupe "Services sociaux d'intérêt général" du Comité de la protection sociale et à présenter tous les deux ans un rapport sur les services sociaux d'intérêt général".

http://register.consilium.europa.eu/pdf/fr/09/st10/st10052_fr09.pdf

Service public de radiodiffusion

A peine terminée la consultation publique sur le projet de communication relative à l'application au service public de radiodiffusion des règles relatives aux aides d'Etat (voir bulletin 249), la Commission européenne a présenté, le 8 avril dernier, une nouvelle version de sa communication. Les principaux éléments de clivage entre TV privées et TV publiques aussi bien qu'entre les Etats membres, sur le projet portent, notamment, sur l'obligation de dévaluation *ex ante*, par tous les Etats membres, de tout nouveau programme d'importance des opérateurs publics et l'introduction d'un critère de "valeur ajoutée pour la société", les obligations en matière d'acquisition de droits nouveaux, les critères applicables aux aides d'Etat, existantes ou nouvelles.

Pour un examen de ce nouveau projet de communication, on pourra utilement se reporter à la contribution de l'Union européenne de radio-télévision (UER/EBU), sur http://www.ebu.ch/CMSImages/en/leg_pp_broadcasting_communication_080509_tcm6-65353.pdf

Espace unique de paiements en euros (SEPA)

Le SEPA est une initiative du secteur bancaire européen, fortement soutenue par la Commission européenne, initiée en 2002, devant permettre, à partir du 1er novembre 2009, de rendre les paiements électroniques réalisés au sein de la zone euro aussi simples que les paiements intranationaux. Le 24 mars 2009, la Commission et la Banque centrale européenne (BCE) ont émis une clarification à l'intention des banques qui s'étaient entendues pour faire payer une "commission multilatérale d'interéchange" (CMI) aux utilisateurs afin de ne pas perdre les revenus qu'elles tiraient de ces paiements transfrontaliers : au delà du 1er novembre 2012, les banques ne pourront plus prélever de CMI, et entre novembre 2009 et octobre 2012 le montant de la CMI devra être justifié .../...

Social services of general interest

The "employment - social affairs" council ministers' meeting held on the 8th June 2009 adopted conclusions entitled "Social Services as a tool for active inclusion, strengthening social cohesion and an area for job opportunities". After recalling, in particular, that the universal access to quality social services strengthens social cohesion, that the provision of such services still remains mainly a local and/or regional competence and their funding is mostly public, that they will become increasingly necessary in the context of the current economic crisis, "that a legal certainty is important for these services", the council calls on the Commission to "continue to contribute to legal certainty and clarity by regularly updating the documents on its list of 'Frequently Asked Questions' as regards rules applicable to State Aid and to public procurement; in the light of questions addressed to the interactive information service; to take appropriate steps required to address the issues identified by the "Social services of general interest" sub-group of the Social Protection Committee and to submit, every two years, a report on social services of general interest."

http://register.consilium.europa.eu/pdf/en/09/st10/st10052_en09.pdf

Public service broadcasting

No sooner had the European Commission completed the public consultation concerning the communication draft on the application of rules on State Aid to public service broadcasting (see bulletin 249), than it presented on, 8th April 2009, a revised version of its communication. The main elements of the cleavage between private TV broadcasters and public TV broadcasters as well as between Member States on the draft concern, in particular, the obligation of the *ex ante* assessment by all Member States, of any significant new service to be provided by public broadcasters and the introduction of a criterion of "added value to society", the obligations regarding the acquisition of premium rights and criteria applicable to state aid both existing and new ones.

For a closer examination of this new draft, one can refer to the contribution made by the European Broadcasting Union (EBU/UER), on the following site.

http://www.ebu.ch/CMSImages/en/leg_pp_broadcasting_communication_080509_tcm6-65353.pdf

Single Euro Payments Area ... (SEPA)

SEPA is an initiative of the European banking sector, strongly supported by the European Commission, which was initiated in 2002 with the aim to allow, beginning from 1st November 2009, making electronic payments throughout the euro zone as simply as any intrastate payments. On the 24th March 2009, the Commission and the European Central Bank (ECB) issued a clarification to attention of banks which had agreed to charge a "multilateral interchange fees" (MIF) to avoid losing revenue they derived from these cross-border payments: beyond the 1st November 2012 banks can no longer charge MIC and between November 2009 and October 2012 the amount of the MIC has to be justified .../...

et répondre aux règles communautaires sur les ententes. Il semble, cependant, que la progression vers le SEPA soit encore trop lente aux yeux de la Commission qui vient de lancer une consultation à l'adresse de toutes les parties prenantes pour décider s'il ne serait pas utile de fixer une/des date/s limite/s pour l'introduction de certains produits (voir ci-dessous pour la consultation).

Enregistrement des groupes d'intérêt

Le 23 juin 2009 le registre des groupes d'intérêt intervenant au niveau de l'UE, ouvert par la Commission européenne, aura un an. Le réseau Alliance for Lobbying Transparency and Ethic Regulation (ALTER-EU) a publié le 4 juin dernier un rapport détaillé selon lequel ce registre, fondé sur une démarche volontaire, comporte des insuffisances, seuls 22,8% des groupes estimés à Bruxelles s'étant enregistré, ainsi que le manque de fiabilité des déclarations. Dans sa contribution au Livre vert de la Commission européenne sur une initiative en matière de transparence, le Celsig avait souligné que tous les organismes qui pratiquent le "lobbying" ne sont pas de même nature et ne peuvent être traités de la même façon.

http://www.celsig.org/documents/docsCELSIG/CELSIG_sur_L_V_transparence_28_08_09.pdf

Voir également les bulletins 238 et 235

Consultations publiques

♦ **Espace unique de paiements en euros (SEPA)** : Consultation publique jusqu'au 3 août sur

http://ec.europa.eu/internal_market/consultations/2009/sepa_en.htm

♦ **Encadrement législatif des enchères des quotas d'émissions de gaz à effet de serre** : Pour préparer le règlement destiné à encadrer la mise aux enchères dans l'UE des quotas d'émissions de gaz à effet de serre, qu'elle doit présenter avant le 30 juin 2010, la Commission européenne a demandé à des consultants de recueillir le point de vue des parties concernées sur le contenu de la réglementation relative aux permis de polluer garantissant l'ouverture, la transparence, la non discrimination et l'harmonisation des processus. Consultation ouverte jusqu'au 3 août, questionnaire sur https://quickplace.icfconsulting.com/QuickPlace/eu-ets-auctions-consultation/Main.nsf/h_Toc/4df38292d748069d0525670800167212/?OpenDocument

Cour européenne de justice

Consommateurs, contrats, clauses abusives : Dans un arrêt C-243/08, du 4 juin 2008, la Cour dit que, au termes de la directive 93/13/CEE sur les clauses abusives dans les contrats conclus avec les consommateurs : une clause contractuelle abusive ne lie pas le consommateur et il n'est pas nécessaire, à cet égard, que celui-ci ait préalablement contesté avec succès une telle clause ; le juge national est dans l'obligation d'examiner d'office le caractère abusif d'une clause contractuelle dès qu'il dispose des éléments de droit et de fait nécessaires, y compris lorsqu'il s'interroge sur sa propre compétence territoriale, et il rejette la clause sauf si le consommateur, dûment informé par lui, s'y oppose ; une clause contenue dans un contrat conclu entre un consommateur et un professionnel, qui est insérée sans avoir fait l'objet d'une négociation individuelle et qui confère une compétence exclusive au tribunal dans le ressort duquel est situé le siège du professionnel, peut être considérée comme abusive.

Cette affaire opposait la société Pannon à une consommatrice hongroise pour un contrat d'abonnement de téléphonie mobile qui contenait une clause précisant que tout litige devait être traité par le tribunal dont ressortait le siège de l'entreprise Pannon.

and comply with Community rules on cartels . It seems, however, that progress towards SEPA is still too slow in the eyes of the Commission which has launched a consultation, to the attention of all stakeholders, to decide whether it would be useful to set a/some fixed date/s for the introduction of certain products (for the consultation see below).

Registration of interest groups

On 23rd June 2009 the register for interest groups intervening at the EU level, launched by the European Commission, will be one year old. The Alliance for Lobbying Transparency and Ethic Regulation network (ALTER-EU), on 4th June 2009 issued a detailed report according to which the register, based on a voluntary approach, has some shortcomings, only 22.8% of the groups estimated at Brussels were recorded and that there was lack of reliability on the declarations. In its contribution to the European Commission's Green Paper on an initiative in transparency issues, Celsig stressed that all organisations that do lobbying are not of the same nature and can therefore not be treated the same way.

http://www.celsig.org/documents/docsCELSIG/CELSIG_sur_L_V_transparence_28_08_09.pdf

See also bulletins 238 and 235

Public consultations

♦ **Single Euro Payments Area (SEPA)** : Public consultation running until 3rd August 2009 on the following site.

http://ec.europa.eu/internal_market/consultations/2009/sepa_en.htm

♦ **Legislative framework for the auctioning of emissions of greenhouse gases** : In order to prepare the regulation to oversee the auctioning of allowances for the emissions of greenhouse gases in the EU, to be submitted before 30th June 2010, the European Commission has asked some consultants to gather views from stakeholders on the content of the regulation on pollution permits to ensure inclusiveness, transparency, non discrimination and the harmonisation of processes. The Consultation is open until 3rd August 2009, the questionnaire available on the following site.

https://quickplace.icfconsulting.com/QuickPlace/eu-ets-auctions-consultation/Main.nsf/h_Toc/4df38292d748069d0525670800167212/?OpenDocument

European Court of Justice

Consumer contracts, unfair terms : In a judgement C-243/08 of 4th June 2008, the Court said that in terms of Directive 93/13/EEC on unfair terms in consumers contracts: an unfair contract term is not binding on the consumer, and it is not necessary, in that regard, for that consumer to have successfully contested the validity of such a term beforehand; the national court is required to examine, of its own motion, the unfairness of a contractual term as soon as it has available the legal and factual elements necessary for that task, even when it is ascertaining its own territorial jurisdiction and it must not apply it, except if the consumer, duly informed, is opposed; a clause which has been included in the contract without being individually negotiated and which confers exclusive jurisdiction on the court in the territorial jurisdiction of which the seller or supplier has his principal place of business may be considered to be unfair

The case was between the Pannon firm and a Hungarian consumer over a subscription contract for a mobile phone which contained a clause stipulating that any dispute must be addressed by the court which has jurisdiction in the place where Pannon has its principal place of business.

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, E-mail : <celsig@celsig.org> www.celsig.org Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et and Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par E-mail. *Distributed by E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 €. *Subscription for 1 year: € 100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.